

grande apportée à la société civile et à ses revendications.

La question ouverte est de savoir en quelle mesure cette stratégie, qui n'est pas dénuée de courage, ouvrira sur des pratiques politiques et sur un rapport aux institutions publiques qui échappera aux travers passés. Alors qu'en 2001-2002, beaucoup avaient espéré que l'intense mobilisation sociale ouvrirait sur une repolitisation de la société et sur de nouvelles règles de participation politique, les réformes actuelles restent définies et adoptées d'en haut. Dans une large mesure la société s'en remet au pouvoir, le soutient ou le conteste, mais reste face à lui dans un rapport finalement assez frustré. En particulier, les corps intermédiaires restent ce qu'ils étaient avant la crise, c'est-à-dire, dans une large mesure, les courroies de transmission plus ou moins lâches de l'ancien appareil péroniste. Le constat s'applique à Buenos Aires comme dans bien des provinces où les traditions caudillistes restent très vivaces. La critique peut enfin s'appliquer à Kirchner lui-même, qui reste attaché à une pratique très personnalisée du pouvoir, entouré d'un cercle étroit de familiers et qui n'hésite pas à placer avec énergie ses fidèles aux postes de pouvoir.

Se pose aussi la question des directions économiques qu'il entend prendre à moyen terme. Il est sans doute légitime et bienvenu d'en appeler aujourd'hui à un retour de l'autorité de l'État. À l'évidence, la sous-régulation des marchés et l'ineptie de certains grands investisseurs privés, qui avaient repris les services publics privatisés, appellent aujourd'hui une reprise en main assez ferme. Cela étant, à nouveau, les travers traditionnels ne sont jamais très loin. De la réaffirmation de la règle à la reprise en main directe et à un retour marqué de l'État dans l'activité productive, il y a plusieurs pas qu'il vaut

mieux franchir avec circonspection. Ceci est avant tout un constat d'expérience : après tout, en Argentine comme dans tant d'autres pays, l'attaque contre l'État développementaliste (ou contre la Sécurité sociale) a été d'autant plus forte qu'ils remplissaient mal leurs fonctions, de manière inefficace, inéquitable et souvent corrompue. Peut-être y a-t-il d'autres priorités, aujourd'hui, que de reconstruire une compagnie pétrolière nationale ou de s'engager progressivement dans la voie de la renationalisation des eaux ou de l'électricité ?

En un mot, la reconstruction de l'« État de droit économique » semblerait plus importante dans un pays où, historiquement, l'État discrétionnaire et interventionniste n'a pas eu, c'est le moins qu'on puisse dire, des résultats extraordinaires. La priorité, pourrait-on penser, devrait être de donner aux entreprises privées un environnement suffisamment prévisible et sûr pour relancer leurs investissements ou pour faire en sorte que le crédit bancaire contribue à nouveau à la croissance : au début de 2002, presque tous les contrats de dette, privée et publique, ont été suspendus, rompus ou renégociés de manière plus ou moins claire. Il est ainsi assez frappant de constater qu'en dépit de profits colossaux réalisés par le secteur agro-exportateur, depuis la dévaluation de 2002, l'investissement privé reste faible et les salaires bas, tandis que la réduction de la pauvreté est limitée. C'est pour de telles raisons que des doutes sérieux persistent sur la possibilité de soutenir durablement la (forte) reprise actuelle. La construction progressive, par tâtonnements, d'un modèle postlibéral ou d'une nouvelle articulation entre le marché intérieur, l'ouverture internationale et l'action publique, reste encore de l'ordre de l'hypothèse.

Après les énormes chocs sur la distribution de la richesse, sur son cadre juridique et sur la « discipline des contrats de dette », l'illibéralisme argentin pose, un peu comme en Russie, la question du péché originel dans le capitalisme : celui-ci est-il toujours fondé sur une appropriation relativement violente de la richesse, et donc sur une illégitimité intrinsèque qui, ensuite, serait recouverte par un pacte de silence ? Ou bien, la répétition des crises, de la spoliation et de la fuite en masse des capitaux privés détermine-t-elle durablement des comportements étrangers à une logique d'accumulation du capital, mais aussi à une démocratie solidement établie ?

L'évolution du Brésil dans les prochaines années apportera un éclairage nouveau à cette question : Lula est aujourd'hui au pied du mur et, d'ici deux ans, on lui demandera des comptes. Depuis le deuxième trimestre 2004, le pays est sorti de la récession, juste à temps pour que le président et son gouvernement bénéficient de ses retombées lors des élections d'octobre. Comme Kirchner, il va leur falloir dire maintenant comment ils entendent préserver cet élan et partager les fruits de cette nouvelle croissance. En fait, trois voies possibles sont défendues, qui résument bien les dilemmes principaux auxquels est confronté Lula. La première consisterait à donner la priorité à la discipline budgétaire, à un moment où elle ne s'impose plus avec la même urgence que lors de l'élection de Lula. Il s'agit moins ici d'un parti pris de vertu ou d'orthodoxie que de chercher à réduire la vulnérabilité de l'économie brésilienne aux chocs internationaux en réduisant la dette publique. De fait, depuis des années, toute remontée de la défiance des investisseurs internationaux envers les économies émergentes a une forte tendance à étouffer en quelques mois la crois-

sance au Brésil (sorties de capitaux, remontée des taux d'intérêt, etc.). La deuxième option consisterait à conforter la croissance réellement existante en dirigeant les ressources financières là où elles font le plus défaut : les infrastructures – transports et énergie en particulier – datent pour la plus grande partie des années 1970. C'est ainsi, par exemple, que le boom des exportations de minerais et de soja vers la Chine butte aujourd'hui sur l'insuffisance des routes et équipements portuaires, l'équipement électrique étant aussi utilisé à pleine capacité. Enfin, la troisième voie est celle qui a été mise en avant dans le programme présidentiel de Lula – le social et en particulier la réduction de la pauvreté.

C'est ici bien sûr que Lula sera jugé en premier lieu : à la limite, pourra-t-on lui objecter, les autres objectifs pourraient être ceux de n'importe quel président. Le jugement que l'équipe sortante portera elle-même sur son bilan pourrait ainsi se refléter dans la part qu'elle donnera au discours social par rapport à celui du (bon) gestionnaire, attaché plutôt aux deux premières directions envisageables, qui ne sont pas *a priori* réfutables. Ainsi, un étouffement de la croissance par la pression externe ou des goulots d'étranglement entraînerait clairement un échec social et sans doute électoral. Inversement, on sait positivement qu'au Brésil la croissance ne suffit pas pour réduire les inégalités de manière tangible : des politiques sociales actives doivent aussi intervenir.

La solution idéale au dilemme, celle que proposeront benoîtement le FMI et les gazettes financières, est assez aisée à définir : on confierait au secteur privé la part la plus grande possible des investissements en infrastructure, le budget social non négligeable serait réorienté des classes moyennes vers les pauvres et on ferait en sorte qu'un

résidu appréciable aille au désendettement. Il n'est pas exclu que la préférence initiale du gouvernement brésilien soit assez proche d'un tel programme. Mais, comme il l'a désormais appris, il n'agit pas dans un monde idéal : non seulement les trois voies possibles ne seront pas faciles à concilier, mais d'autres demandes vont nécessairement se faire jour – la bonne volonté d'investisseurs prêts à construire des autoroutes ou des centrales électriques, les demandes d'augmentation de salaires des fonctionnaires, les concessions négociées ici et là avec les gouverneurs provinciaux, la pression des classes moyennes pour une meilleure protection sociale, etc. En somme, la politique au jour le jour.

Jérôme Sgard

MAINTENIR LA DIVERSITÉ DANS UN MONDE GLOBAL

Le hasard a voulu qu'une expérience récente m'ait conduit à réfléchir de nouveau sur ce qu'on nomme la mondialisation ou plutôt sur l'évolution de la civilisation contemporaine et les divers écueils auxquels elle est confrontée.

Un après-midi, je suis allé faire mes courses dans un supermarché, vaste comme un hall de gare. Je m'y suis égaré, une nouvelle fois ébahi devant l'incroyable diversité des produits proposés, laquelle presse imperceptiblement tout client à repartir avec beaucoup plus que ce qu'il était venu chercher. Bien entendu, je m'y suis laissé prendre également. À la place du kilo de pommes pour lequel je m'étais déplacé à l'origine, je repartais ainsi avec un chariot rempli de marchan-

dises intéressantes. Il y a cependant un produit que j'ai finalement renoncé à garder dans mon caddy : de la viande hachée assaisonnée, qu'il suffit de faire revenir pour déguster des boulettes. Un homme d'un certain âge, préposé au rayon boucherie après m'avoir reconnu, m'a conseillé à voix basse de ne pas acheter de cette chose-là. Elle n'est pas préparée sur place, mais on la fait venir dieu sait d'où – vraisemblablement pour alimenter toute la chaîne – et nul ne sait ce qui est haché au juste. Sur-tout par courtoisie vis-à-vis de ce gentil monsieur, j'ai remis la barquette à sa place et je lui ai demandé s'il pouvait m'indiquer en ville une boucherie ordinaire où je pourrais faire préparer la viande sous mes yeux, à partir des morceaux que j'aurai choisis. Ayant jeté un coup d'œil de conspirateur autour de lui, il me dit tout bas : « On nous a exterminés. » Il s'agissait sans doute d'un ancien boucher, probablement humilié de se voir affecter sur ses vieux jours à un rayon plein de produits à la préparation desquels il n'avait pas participé.

À la recherche de la sociabilité

Les petits commerces situés dans les rues et sur les places des villes et des villages ont depuis toujours constitué de petits centres de vie sociale. On y retrouvait les gens du voisinage, se connaissant mutuellement, tout comme ils connaissaient le vendeur. C'était là du reste l'occasion d'échanger quelques mots. Grâce à cette dimension humaine, tenant au caractère individualisé de l'achat, ces commerces faisaient partie de ces nombreuses institutions qui concourent à une certaine stabilité sociale, aussi relative soit-elle. Confortant des communautés humaines non anonymes, qu'il était possible

d’embrasser d’un seul coup d’œil, ils participaient à ce que je qualifierais « d’autocontrôle moral » de la société ou, plus simplement, « d’autocontrôle social ». Une société sait d’autant mieux respecter certaines normes élémentaires de coexistence ou appliquer ses principaux impératifs moraux lorsqu’un tel contrôle existe. Et elle se voit d’autant moins contrainte d’enserrer ces normes dans des cadres législatifs et réglementaires connus des seuls spécialistes et qui, par conséquent, cessent de garantir quoi que ce soit.

Le nombre de citadins ne cesse de croître sur notre planète, si bien que les villes deviennent des agglomérations gigantesques, ce qui se reflète obligatoirement sur tous les aspects de la vie urbaine, qu’il s’agisse du mode d’habitat – collectif ou de masse –, de la structure urbanistique ou encore de l’organisation générale de la collectivité, depuis la consommation jusqu’aux loisirs. L’homme sombre dans l’anonymat de la civilisation et, en définitive, dans l’isolement existentiel.

Le marxisme et le communisme ont constitué à bien des égards les avatars les plus extrêmes de la civilisation moderne ou, plus précisément, de certains de ses traits spécifiques, tels que l’accent mis sur la nature parfaitement rationnelle et matérielle de l’univers et de l’existence humaine, la foi sans faille en des lois générales et surtout en notre capacité à les découvrir progressivement et, par conséquent, à tout comprendre. Sur ces fondements, le communisme élaborait un projet solide pour un monde meilleur. Fermement et orgueilleusement convaincu de détenir la vérité unique et d’avoir en conséquence le droit exclusif d’organiser la vie de tout un chacun, il a systématiquement éliminé tout ce qui débordait ou contestait ce projet. Bon nombre d’individus doués et talentueux ont jadis succombé à la séduisante tenta-

tion d’adopter cette attitude confortable à l’égard du monde. Il y avait parmi eux des générations d’architectes d’avant-garde, dont certains avaient construit de magnifiques maisons. Mais leur foi moderniste ou directement communiste les a, dans leur grande majorité, induits en erreur. Ils succombèrent ainsi à l’illusion d’un savoir leur permettant, au moyen de l’architecture, d’organiser la vie de l’humanité de façon rationnelle, bénéfique et équitable.

Ils étaient notamment convaincus, et c’était l’une des expressions de cette erreur, que la chose la meilleure et la plus pratique pour la qualité de vie serait de cloisonner les différentes fonctions de l’habitat. Ils se sont donc mis à séparer le logement du travail, les achats des loisirs, la verdure de l’industrie. Les projets urbanistiques et architecturaux étaient influencés par la foi dans le caractère rationnel des différents espaces et zones, tels que les espaces verts, les terrains de sport, les zones résidentielles et industrielles, les centres commerciaux ou centres administratifs, les lieux dédiés à la restauration ou aux divertissements, des maisons et centres de la culture jusqu’aux centres de loisirs.

J’ai sans cesse l’occasion de contempler autour de moi les conséquences plus ou moins perverses et monstrueuses de cette manière d’envisager l’architecture ; les grands ensembles désespérément mornes que le communisme nous a légués, mais aussi les étranges zones commerciales introduites dans mon pays par le capitalisme et qui poussent en pleine campagne, avec leurs vastes étendues d’entrepôts et de parkings, gaspillant le sol et transformant chaque jour de nouveaux terrains en une sorte de steppe.

Qu’on ne se méprenne pas sur mes propos : je ne prétends pas que les architectes modernes soient responsables de ces étranges interventions

dans la vie de l'homme et dans la nature. C'est le produit de notre civilisation, d'une approche moderne du monde, une manifestation de l'arrogance de l'homme et du culte de l'économisme et d'une rationalité unidimensionnelle, ainsi que la conséquence de la nature matérialiste de notre civilisation. Les architectes contemporains et d'avant-garde ne font rien d'autre que répondre à la demande de l'époque dans laquelle ils évoluent. Ils font leur son mode de pensée, doivent, ou bien veulent, en accomplir les ambitions et contribuent, par là même, à les réaliser et à les formuler.

Et c'est aujourd'hui le caractère impénétrable de la vie qui, j'en suis convaincu, fait toute l'ambiguïté de ce processus puisqu'il s'avère dans le même temps que les gens préfèrent vivre et s'entendent le mieux dans les lieux animés quel que soit le moment de la journée. C'est-à-dire là où les différentes fonctions de l'habitat ne sont pas strictement séparées mais où, au contraire, la vie même les réunit en un enchevêtrement multicolore et parfois surprenant ; là où logements, bureaux et restaurants s'entremêlent au gré des rues et des ruelles. Bref, dans une communauté qui rappelle la commune classique, avec sa frontière toujours nette entre la nature et l'habitat humain.

Maintenir la diversité

Le hasard a voulu que le jour même où j'ai renoncé à acheter des boulettes de viande au supermarché, mon épouse et moi-même ayons assisté à la première d'un excellent film tchèque. Celle-ci avait lieu dans un multiplex récemment ouvert à Prague. Bien que nous soyons arrivés une demi-heure avant la séance, nous avons pourtant manqué le début du film. Nous nous sommes en effet retrouvés dans une

sorte de labyrinthe de restaurants et de salles de cinéma, où il était très difficile de s'orienter.

Je dois avouer que j'en voulais de plus en plus à ce bâtiment, à son architecte et à l'inventeur des multiplex. Or, cette colère grandissante me fit penser que la disparition des cinémas de village et de quartier, qui constituaient à l'image des petits commerces des lieux d'interaction sociale pour de plus ou moins larges communautés, de même que leur remplacement par des multiplex anonymes dans les grandes villes, constituaient une nouvelle intervention destructrice, assez brutale, dans le corps social. Si cette tendance devait se poursuivre à l'infini, tous les cinémas de République tchèque devraient un jour se voir substituer un gigantesque méga-hyper-super-multiplex. Cela serait évidemment très avantageux pour celui qui n'aurait plus à distribuer les bobines de films à travers le pays, mais seulement à les transporter d'une salle à l'autre. Il économiserait de la même manière sur quantité d'autres choses. Encore une fois, du seul point de vue économique, cela serait très bénéfique, non pas pour la société dans son ensemble ni son avenir, bien entendu, mais pour l'exploitant d'un tel cinéma. Dans le même temps, ce serait une tragédie, non seulement pour les spectateurs qui devraient parcourir des centaines de kilomètres pour passer une soirée au cinéma, mais surtout pour la vie communale et régionale, qui perdrait là un autre des facteurs qui façonnent son identité et contribuent au contrôle spontané de la société sur le plan moral. Ceci paraîtra plus évident encore si je pousse plus avant cette funeste vision : imaginons que dans un pays de dix millions d'habitants, outre un gigantesque multiplex qui projeterait le feuilleton sans fin, signé par les mêmes réalisateurs, il n'y ait plus